Le pouvoir d'achat : un mot creux pour cacher un malaise profond



Chaque fois que les politiques sentent la température sociale monter, ils dégainent leur arme favorite : **le pouvoir d'achat**. C'est leur joker, leur "pain au peuple", leur calmant de crise. On y a droit à chaque campagne électorale, à chaque hausse de facture, à chaque fois qu'un ministre découvre (par miracle) que vivre avec un SMIC, c'est compliqué.

Mais il faudrait poser une question simple : **c'est quoi, ce fameux "pouvoir" ?** Et surtout, qui l'a vraiment ?

I. Le pouvoir d'achat minimum : la lutte pour ne pas couler

On commence par le niveau zéro du pouvoir d'achat, celui qui concerne une bonne partie de la population : subvenir à ses besoins élémentaires sans finir à découvert le 12 du mois.

C'est le stade où l'on ne parle pas de confort ou de plaisir, mais de survie. Payer le loyer, l'électricité, un abonnement de transport, un sac de courses – et on espère que personne ne tombe malade.

Mais à écouter certains experts sur les plateaux télé, "la situation est maîtrisée". Bien sûr. Tout est maîtrisé quand on parle de moyennes nationales : pendant que l'un mange du

foie gras, l'autre jeûne en silence – et on obtient une moyenne équilibrée. **Magie statistique.**

II. Le pouvoir d'achat intermédiaire : le mirage du confort

Ensuite, il y a ceux qui n'ont pas à choisir entre manger et se chauffer, mais **qui ne sont jamais loin du bord non plus**. Ceux-là aspirent à un peu plus : un resto de temps en temps, une sortie en famille, un abonnement à la salle ou à Netflix, des vacances – même modestes.

Mais ce niveau devient **une pente glissante**. L'inflation grignote les marges. L'épargne fond. Le moindre imprévu (dentiste, voiture en panne, coupure de chauffage) met le budget en vrac.

Et pourtant, c'est à eux qu'on dit souvent : "vous êtes la classe moyenne, vous allez bien". Une classe moyenne de plus en plus appauvrie, mais priée de se taire et de consommer avec le sourire.

III. Le pouvoir d'achat de luxe : le vrai pouvoir, celui qui n'a pas besoin d'être nommé

Et puis il y a **ceux pour qui la notion de "pouvoir d'achat" ne veut rien dire**, parce qu'ils ne comptent pas. Ou plutôt : ils comptent, mais uniquement les profits, les dividendes, les plus-values.

Ceux-là ne "subissent" pas l'inflation : ils en profitent. Ils ne remplissent pas un caddie, ils achètent des actifs. Leur logement n'est pas une charge, c'est un patrimoine. Et pendant que les autres rognent sur les protéines, **eux se demandent s'ils doivent investir dans l'immobilier à Bali ou en Floride**.

Le plus fort ? Ils arrivent parfois à se faire passer pour des "citoyens comme les autres". À s'émouvoir à la télé. À demander des aides pour leurs entreprises. À dénoncer les "charges trop lourdes" — sans jamais évoquer leurs dividendes trop généreux.

IV. Une expression politique bien pratique... mais complètement creuse

"Le pouvoir d'achat", dans la bouche d'un responsable politique, **c'est un écran de fumée**. Une manière de parler d'économie sans parler d'inégalités. De parler de consommation sans évoquer les conditions de travail. De parler d'efforts sans remettre en question la répartition des richesses.

On nous promet "un coup de pouce", "une prime exceptionnelle", "une baisse des impôts". Mais **jamais une vraie revalorisation du travail**, jamais une remise à plat du système.

Et quand les gens demandent simplement à vivre dignement de leur travail, on leur parle de "sobriété" ou de "priorités budgétaires". Pendant que certains font des économies sur la viande, d'autres profitent d'exonérations fiscales sur leurs jets privés.

V. La vraie fracture : pas entre ceux qui se plaignent et ceux qui "s'en sortent", mais entre ceux qui comptent et ceux qui décident

Ce qu'on appelle aujourd'hui "le pouvoir d'achat" est en réalité **un révélateur social**, un thermomètre du malaise.

Ce n'est pas juste une question de prix ou de consommation. C'est une question de dignité, d'égalité d'accès à une vie décente, d'écart insupportable entre ceux qui rament et ceux qui surfent sur les vagues du système.

Et tant que le débat restera piégé dans cette expression vidée de sens, **on n'avancera pas**. Il faut arrêter de faire semblant que "tout le monde est concerné de la même manière" – c'est faux. Certains ont des trous dans les poches, d'autres ont une planche à billets dans le salon.

Conclusion : arrêtons de parler de "pouvoir d'achat" et parlons de ce qui compte

On n'a pas besoin d'une nouvelle "mesure pour soutenir le pouvoir d'achat". On a besoin que le travail paie vraiment. Que la richesse soit mieux répartie. Que les services publics soient financés. Que les inégalités soient attaquées à la racine.

Le pouvoir d'achat, ce n'est pas un gadget économique. C'est **le droit de vivre, pas de survivre**.

Et pour l'instant, ce "pouvoir" ressemble beaucoup trop à un privilège.